



## **POURQUOI L'IRAN AURA LA BOMBE**

**Par Alain CHOUET**

***Ancien Chef du Service de Renseignement de sécurité à la DGSE  
(Direction générale de la sécurité extérieure),  
chercheur associé à l'ESISC***

Avec ses 70 millions d'habitants, des ressources pétrolières considérables, une armée et des formations paramilitaires conséquentes, un fort sentiment national, voire nationaliste, l'Iran constitue une puissance régionale forte avec une vocation impériale presque trimillénaire. Mais c'est une puissance isolée et inquiète.

Bien tolérée par l'Occident jusqu'à la révolution islamique de 1978, à la condition tout de même de respecter les intérêts économiques et stratégiques de l'Alliance atlantique, cette puissance régionale a le sentiment depuis bientôt trente ans d'être menacée par son environnement régional et international. Comme l'URSS des années 60-70, l'Iran estime aujourd'hui être encerclé par des puissances hostiles. Tous les pays limitrophes de l'Iran sont en effet entrés dans des systèmes d'alliances militaires plus ou moins étroits et formels avec les États-Unis (Turquie, ex-Républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale, Pakistan, Arabie Saoudite et Emirats du Golfe), voire sont sous occupation militaire directe de la puissance américaine (Afghanistan, Irak). Le seul « poumon » de Téhéran vers l'extérieur reste, pour des raisons pas toujours désintéressées, l'Arménie, qui est à l'Iran ce que le Luxembourg est à la France et qui est elle-même enclavée. C'est peu.

Face à ce qui est vécu comme un encerclement et une tentative d'étouffement (l'Iran est soumis depuis les années 90 à un embargo serré dans le cadre initié par la politique américaine de « *double containment* », puis par la politique onusienne de non-prolifération), le régime iranien – comme toute entité menacée – a développé à l'égard de son environnement régional et international diverses formes d'agressivité préemptive et tente de prévenir par tous les moyens les décisions de la communauté internationale qui pourraient lui être défavorables.

Jointe à cette paranoïa, l'incapacité de l'Occident et en particulier des États-Unis - quelles que soient les missions dont ils s'investissent eux-mêmes - à bâtir des systèmes internationaux et régionaux de sécurité crédibles ne pouvait que pousser Téhéran à aller jusqu'au bout de sa logique et à se doter des moyens d'assurer seul sa défense et sa position régionale.

## Une puissance impériale isolée et inquiète

L'Iran a subi dans la décennie 80 une guerre sanglante qui a fait des centaines de milliers de morts, plusieurs millions d'invalides, d'orphelins, de veuves de guerre et qui a profondément marqué sa mémoire collective. L'offensive irakienne contre l'Iran, fortement soutenue par l'Occident et le monde arabe, a non seulement légitimé le régime islamique dont l'avenir était pour le moins incertain en 1980, mais elle a créé dans ce pays un fort sentiment de solidarité autour de ses anciens combattants et victimes de guerre. Ils constituent un groupe de pression soudé et puissant qui finit par dicter sa loi au pays. Ce sont par essence des conservateurs politiques qui rejettent toute évolution idéologique susceptible de faire oublier leur existence, qui sont ancrés dans le passé et le « devoir de mémoire », qui exaltent les valeurs nationalistes, patriotiques et militaires fondatrices de leurs « droits ».

Ces « anciens combattants », qui avaient une vingtaine d'années dans la décennie 80, abordent maintenant la cinquantaine et, du fait de leur poids dans la société, occupent les principaux postes de responsabilité politique, économique et sociale. Le président Ahmadinedjad et la plupart des ministres du gouvernement iranien actuels sont issus de ce milieu. Comme les hiérarques du Kremlin dans les années 60-70, pour la plupart issus des cadres militaires de la « grande guerre patriotique » contre l'Allemagne nazie, ce sont des gens qui ont peur de leur environnement et qui sont obsédés par la volonté que leur pays ne soit plus jamais soumis à une guerre d'envergure. Mais ce sont aussi des gens auxquels le long état de guerre et d'isolement auquel ils ont été soumis n'a pas permis de se « frotter » au reste du monde, d'avoir des connaissances internationales, de développer une pratique diplomatique conforme aux canons du genre, de percevoir l'étranger autrement que comme une menace mortelle.

L'Iran est un pays très morcelé sur le plan ethnique et communautaire. Les Persans n'y constituent que moins de la moitié de la population. L'autre moitié est formée d'Azéris et de Turkmènes (qui font partie de l'ensemble turc), de Kurdes et d'Arméniens (indo-européens), de Béloutches (qui font partie de l'ensemble pakistanais), d'Arabes, etc.

Sur le plan économique et social, l'Iran n'est pas moins divisé. Outre les ayants-droits du conflit Irak-Iran dont les intérêts sont clairement affichés, la société iranienne est fortement divisée en groupes socio-économiques dont les objectifs sont difficilement conciliables. On y trouve un clergé hiérarchisé et fortement structuré qui compte près de trois cent mille personnes et est le premier propriétaire immobilier et foncier du pays. Plus que des considérations religieuses, c'est l'inquiétude de ce clergé face à la « révolution blanche » initiée par le Shah, transition forcée vers une société industrielle menaçant la rente agricole et foncière, qui l'a poussé à prendre la tête de la révolution de 1978, devenue de ce fait « révolution islamique » et qui était en fait une « contre-révolution » conservatrice.

À côté de ce clergé, et souvent en connivence avec lui, s'expriment les exigences du mercantilisme bazari, historiquement prégnant dans une Perse intermédiaire entre l'Occident et l'Extrême-Orient, dont le fondement est la rente d'import-export et qui considère évidemment d'un mauvais œil l'émergence de capacités de production modernes internes à l'Iran. Ces exigences du Bazar sont évidemment inconciliables avec les objectifs de la nouvelle classe entrepreneuriale stimulée par la rente hydrocarbure qui a, de fait, repris le flambeau de la modernisation initiée par le régime impérial.

Enfin, plus de la moitié de la population iranienne a moins de 25 ans et est donc composée de jeunes qui n'ont connu ni la Révolution ni les contraintes de la guerre. Cette jeunesse, ouverte sur le monde par les moyens de communication modernes, est lasse de son isolement, des rigueurs d'un puritanisme souvent hypocrite, de l'absence de perspectives et d'espoir d'une société dominée par les clercs et les épiciers. Elle y réagit par la consommation effrénée de drogues malgré les risques encourus, mais aussi par un bruit de fond permanent de provocations et de transgressions de l'ordre établi. Elle aspire clairement à l'ouverture sur la modernité.

Les heurts entre ces divers groupes d'intérêt sont régulièrement perceptibles à l'occasion de manifestations populaires – en particulier « étudiantes » - plus ou moins bien réprimées, dans la rivalité entre ce que l'on désigne improprement comme « réformistes » et « conservateurs », dans les tiraillements incessants entre le « Bureau du Guide » (services de l'Ayatollah Khameneï) qui représente les intérêts du clergé, le « Conseil de discernement » (sorte de conseil suprême des « sages ») dominé par les Bazaris, le gouvernement, hier aux mains des entrepreneurs, aujourd'hui garant des anciens combattants dont il n'a cependant pas réussi à assurer la défense à hauteur de leurs espérances.

Le seul ciment de ces ensembles très diversifiés est le sentiment de défendre une « patrie en danger » et l'appartenance commune à l'Islam chiite, religion fondée sur l'exaltation du sacrifice de ses fondateurs – tous frappés de mort violente – et l'exécration de l'Islam sunnite, en particulier le wahhabisme de l'Arabie saoudite. Ces sentiments de nationalisme sourcilleux et agressif et d'allégeance à une religion exaltée et unificatrice sont évidemment cultivés par le pouvoir politique qui y voit un moyen pratique d'assurer son emprise sur la société, la cohésion nationale et la protection du régime.

Le Shah - qui se donnait le titre de « *Shah-in-Shah Arya Mehr* », Roi des Rois Père des Aryens - ne procédait pas autrement en exaltant le passé multimillénaire de la Perse et en essayant de faire reconstruire Persépolis à l'identique de ce qu'elle était du temps du roi Darius qui dominait alors tout l'ensemble moyen oriental jusqu'aux rives de la Mer Égée.

Et il faut dire que ce pouvoir politique iranien est aidé dans sa tâche de propagande à la fois par les Arabes et les Occidentaux. Depuis plusieurs mois déjà, la presse saoudienne, relayée par les journaux d'autres pays arabes, ne désigne plus les Iraniens que sous le terme de « *Safawi* ». Il est fait ainsi clairement référence à la dynastie Séfévide, famille sunnite d'origine turkmène qui régna sur la Perse aux XVIème et XVIIème siècles, se convertit au chiisme pour mieux asseoir son pouvoir et instaura le chiisme comme religion d'État. L'apostasie est en Islam sunnite un crime pire que l'infidélité ou le paganisme, et la conversion au chiisme (*tasha'yya*) constitue la pire forme d'apostasie qui ne peut être combattue que par la destruction et la mort. Le message est clair, sinon pour l'Occident, au moins pour ceux à qui il est destiné.

Les Occidentaux ne sont pas en reste. Dans son édition de juin 2006, le « Journal des forces armées » américaines (A.F.J.) a publié sous la signature de Ralph Peters un article illustré de cartes précises intitulé « *Blood borders* » qui préconise un redécoupage du Moyen-Orient suivant les frontières communautaires<sup>1</sup>. Passé à peu près inaperçu en Occident, cet article a été scruté à la loupe dans les pays concernés et en particulier en Iran où il retient l'attention pour deux raisons majeures.

D'abord il constitue la reprise quasi intégrale d'un article rédigé en 1980 par Oded Yinon, journaliste, ancien haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères israélien, et publié en février 1982 dans le n°14 de la revue « *Kivunim* » (litt. « Orientations », revue de l'Organisation sioniste mondiale). La stratégie préconisée par Yinon consistait à provoquer, grâce à des interventions politiques et militaires israélo-occidentales, un éclatement des pays de la région en entités étatiques confessionnelles et communautaires plus ou moins rivales, ce qui aurait eu pour avantage d'une part de légitimer l'existence de l'État d'Israël en tant qu'entité communautaire et, d'autre part, de rendre la région « gérable » par la multiplication de micro-États aux moyens limités et en situation permanente de conflits de basse intensité. Si l'article de Yinon pouvait passer pour l'expression d'une frange agressive mais très minoritaire de l'opinion israélienne, il n'en va pas de même de celui de l'A.F.J. qui n'est ni une revue de science fiction ni l'organe d'un quelconque caucus ou lobby militant. Aux yeux des responsables iraniens, ce journal reflète les grandes options du Pentagone et, par voie de conséquence, celles de la Maison Blanche.

Ensuite, même s'il ne s'agit que d'un « ballon d'essai », l'article est inquiétant pour Téhéran. Le raisonnement de Peters est basé sur la création d'un « État arabe chiite » centré sur Bassorah qui inclurait tout le sud de l'Irak ainsi que les provinces pétrolières saoudiennes

---

<sup>1</sup> [www.armedforcesjournal.com/2006/06/1833899](http://www.armedforcesjournal.com/2006/06/1833899)

et iraniennes riveraines du Golfe persique (voir l'article de Peters et les cartes annexées). Dans ce plan, l'Arabie saoudite est démantelée au profit de ses voisins arabes et d'un « Territoire des Lieux Saints » internationalisé. Outre ses zones pétrolières du sud, l'Iran est amputé de ses provinces occidentales peuplées de Kurdes, d'Arabes et d'Azéris pour recevoir en compensation, sur sa frontière Est, la zone iranophone de l'Afghanistan autour de la ville de Herat, autant dire rien, si ce n'est des problèmes, en termes de ressources. Les dirigeants iraniens comprennent bien qu'un tel plan – qui prévoit l'éclatement du plus fidèle allié arabe des États-Unis dans la région et la concentration de 80% du potentiel hydrocarbure de la zone dans le seul « État arabe chiite » - n'a de sens que si cet État est totalement sous contrôle occidental et si l'Iran, berceau du chiisme, qui pourrait y exercer une influence, est totalement réduit à l'impuissance non seulement militaire mais aussi politique et économique.

Enfin, quelle que soit l'intensité des clivages communautaires et sociaux du pays, le pouvoir iranien sait pouvoir compter sur les réflexes de fierté nationale, voire d'orgueil, de l'ensemble de la population, sur son mépris, voire sa haine, de l'environnement arabe sunnite, sur la rancœur accumulée à l'égard des États-Unis, pays dont chaque iranien rêve en secret et dont l'agressivité ainsi que la connivence avec les ennemis sunnites de l'Iran, Arabie et Pakistan, est ressentie avec d'autant plus d'amertume. C'est ainsi que les *Moudjahidin-e-Khalq* (Moudjahidin du Peuple), principale organisation gauchiste opposée au régime des mollahs, qui comptaient encore de nombreux partisans dans le pays jusqu'à la fin des années 80 malgré leurs attentats terroristes répétés, ont perdu tout crédit et toute audience quand ils sont venus s'installer en Irak sous la protection de Saddam Hussein au début des années 90.

Quels que soient leurs sentiments profonds - et souvent hostiles à l'égard du régime islamique - l'immense majorité des Iraniens manifestent un réel consensus autour du développement du programme nucléaire civil et militaire en tant qu'instrument de fierté nationale, d'indépendance et de puissance stratégique.

## **Du terrorisme au nucléaire, stratégies de survie plutôt que stratégies de puissance**

C'est à la lueur de ce contexte et en fonction de son discours que le régime iranien a été soupçonné par certains observateurs occidentaux dans les années 80 d'une sorte de volonté « trotskyste » de changer le sort du monde par l'instauration révolutionnaire d'une République islamique universelle. Il s'en est suivi une confusion sémantique importante sur le plan de la lutte antiterroriste car certains experts ont cru pouvoir distinguer dans l'action de l'Iran la branche chiite d'une violence politique islamiste mondiale. Il n'en est rien.

L'Iran, soit directement, soit – surtout - par ses épigones dans la région (Hizballah, Jihad islamique palestinien), a effectivement utilisé de façon extensive et avec des succès indéniables l'arme du faible au fort que constitue le terrorisme d'État. Que ce soit en Iran même (séquestration des personnels de l'Ambassade américaine), au Liban (attentats du Drakkar, du centre des Marines, enlèvements de ressortissants occidentaux, en particulier français), ou dans le reste du monde (assassinats d'opposants, frappes sur des objectifs israéliens ou occidentaux), Téhéran a pratiqué des formes de terrorisme ciblées, parfaitement calculées et toujours dans le prolongement de son action et de ses contentieux politiques et diplomatiques nationaux.

L'Iran a incontestablement tiré profit de cette pratique raisonnée de la violence politique érigée en message stratégique permanent, contraignant ses partenaires régionaux et internationaux à reconnaître son existence, son importance et ses intérêts, à l'admettre comme un interlocuteur incontournable et à engager le dialogue avec lui. Ces « buts de guerre » ayant été atteints, l'Iran a provisoirement renoncé à l'exercice de la violence politique sur le plan international au profit d'une réinsertion négociée dans le concert des Nations respectables. Mais le soutien qu'il continue de fournir aux activités violentes d'un certain nombre de mouvements libanais et palestiniens dans le cadre restreint de

l'affrontement avec Israël démontre que, pour Téhéran, l'outil du message stratégique terroriste et de l'exercice de sa capacité de nuisance dans ce domaine demeure un instrument essentiel de sa volonté d'existence nationale et de puissance internationale.

C'est bien pourquoi les dirigeants iraniens ont été profondément ulcérés, au lendemain des attentats du 11 septembre et de la campagne occidentale en Afghanistan, que la communauté internationale ne témoigne pas plus de considération pour la « modération et la retenue » dont Téhéran avait fait preuve dans cette affaire. Un certain nombre de responsables d'Al-Qaïda avaient fui les zones de combats en franchissant la frontière iranienne. Les Iraniens estiment donc qu'ils auraient pu saisir l'occasion pour dramatiser un peu plus à leur profit les relations entre l'Occident et le monde sunnite par des actions ciblées et en utilisant ces réfugiés de la violence. Ils s'en sont abstenus et comprennent mal qu'on ne leur en donne pas acte. Cette forme de raisonnement peut paraître étrange à des esprits cartésiens mais constitue un paradigme important de la façon dont Téhéran aborde sa relation avec le reste du monde.

Cette « ingratitude » les a confortés dans leur croyance que « qui ne nuit pas, n'existe pas » et, pour l'instant, l'Iran a transposé le problème selon les mêmes schémas dans le champ du débat stratégique sur le nucléaire qui constitue de sa part une forme de « terrorisme diplomatique ».

L'Iran réfute l'idée généralement admise en Occident que son accession à la capacité nucléaire constituerait le support d'une propagation d'un Islam sectaire et agressif. Les dirigeants iraniens estiment que la « bombe islamique » existe déjà, qu'elle est au Pakistan, et que l'Occident – États-Unis en tête – n'a pas trouvé grand chose à y redire. Ces mêmes dirigeants, qui se sentent directement menacés – comme Israël - par leur environnement arabe et musulman sunnite, ne comprennent pas pourquoi l'Occident admet l'accession d'Israël à la capacité de dissuasion nucléaire et la dénie à l'Iran.

Qu'il s'agisse donc du Pakistan ou d'Israël, Téhéran voit dans le comportement occidental à son égard un système de « deux poids-deux mesures » qui ne peut viser qu'à l'affaiblissement, voire l'anéantissement du pays. L'Iran veut pouvoir inscrire ses rapports avec le Pakistan, perçu à Téhéran comme un allié des États-Unis et un valet de l'Arabie saoudite, dans un contexte de dissuasion nucléaire. Vis-à-vis des États arabes voisins, l'Iran veut disposer de l'arme absolue qui lui épargnera la réédition d'un conflit tel que celui qu'il a connu avec l'Irak.

Les responsables iraniens rejettent également le concept complaisamment colporté dans les chancelleries occidentales selon lequel l'accession de l'Iran à la maîtrise du nucléaire militaire entraînerait par contre-coup la nucléarisation de tous les autres États de la région. Sauf dans le cas particulier d'Israël qui a bénéficié en son temps d'un soutien déterminant de plusieurs pays occidentaux du club nucléaire, l'accession à la capacité nucléaire militaire repose à la fois sur des ressources financières conséquentes et durables, sur un potentiel technologique élevé appuyé sur une population nombreuse, sur une bonne maîtrise des vecteurs susceptibles de délivrer l'arme sur site. Aucun autre pays de la région, à l'exception de l'Irak – maintenant hors course - ne dispose de ces trois atouts.

L'Arabie dispose de la puissance financière mais pas du potentiel technologique ni de la maîtrise des vecteurs. Elle pourrait à la rigueur s'offrir des bombes et des vecteurs « clés en main » mais auprès de qui, pour quel usage, avec quels servants et dans quel délai ? Les engins nucléaires ayant une durée de vie « utile » limitée, le stock doit en être renouvelé et recyclé en permanence et, compte tenu des engagements internationaux des uns et des autres, les fournisseurs potentiels ne pourraient être que clandestins, donc incertains. L'Égypte dispose du potentiel technologique et, sans doute, de la possibilité de mise en œuvre des vecteurs, mais pas des ressources financières nécessaires. Sa grande dépendance politique et économique à l'égard des États-Unis lui interdit tout aventurisme dans ce domaine où même l'Algérie, qui dispose à la fois des ressources technologiques et des revenus du pétrole, et qui avait entrepris un programme d'enrichissement avec l'aide de la

Chine dans les années 80, semble avoir renoncé pour des raisons de coût. Quant aux autres pays de la région, ils n'ont aucun des atouts nécessaires

Dans ces conditions, la volonté des dirigeants iraniens de doter leur pays d'un armement nucléaire, même sommaire mais crédibilisé par la maîtrise qu'ils ont acquise des vecteurs à moyenne portée, ne fait pas de doute. Ils mettront toute leur habileté manœuvrière en jeu pour franchir les interdits internationaux dans le domaine de la prolifération. Habiles au marchandage, ils placent d'emblée leurs objectifs au plus haut et adoptent dans tous les domaines une posture agressive, sachant pertinemment qu'ils devront en rabattre pour parvenir à leurs fins. Les déclarations incendiaires du président Ahmadinedjad contre Israël et les Européens n'ont pas d'autre but. Des menaces proférées directement contre les États-Unis manqueraient de toute crédibilité faute de pouvoir être matériellement exécutées. Pour Téhéran, la seule façon d'attirer l'attention et de contraindre l'Amérique au dialogue, fût-elle musclée, est de s'en prendre à Israël en comptant sur l'effet de résonance qui entoure toujours le sort de l'État hébreu en Amérique. Et si, au passage, il peut y glaner un peu de prestige auprès des populations des États musulmans sunnites honnis, le résultat n'en est que plus appréciable.

### « Tigres de papier »

De fait, la conjoncture internationale n'a jamais été aussi favorable aux ambitions iraniennes et une telle occasion ne se représentera pas de sitôt. Pour des raisons de pur intérêt économique, Téhéran peut compter sur le veto chinois et sans doute russe au Conseil de Sécurité si des mesures extrêmes contre ses intérêts venaient à être proposées aux Nations Unies. Divisés et impuissants, fortement alignés sur les positions américaines – au moins tant qu'aucune solution militaire n'est envisagée - les Européens, quelles que soient les déclarations plus ou moins avisées de certains responsables politiques, ne représentent pour Téhéran ni menace ni intérêt si ce n'est de dramatiser le problème et de faire monter les enchères, objectif précisément visé par l'exécutif iranien.

Le complexe nucléaire iranien n'a rien à voir avec les tentatives de Saddam Hussein. Il n'est pas concentré en un seul endroit découvert comme l'était « Osirak » (complexe nucléaire d'étude et d'enrichissement construit en Irak dans les années 80 avec assistance occidentale, principalement française). Dispersé en un grand nombre de sites dont seuls les plus importants sont connus, protégé par des défenses sérieuses, souvent profondément enterré, il n'est que peu vulnérable à des attaques aériennes conventionnelles. Une réédition de l'expédition aérienne d'Israël contre le complexe irakien – à supposer que le gouvernement israélien l'envisage, ce qui n'est pas clair - semble pratiquement impossible à réaliser. Les bombardiers israéliens n'ont pas une autonomie suffisante pour atteindre efficacement les objectifs désignés et revenir à leur base. Il leur faudrait pour cela faire une escale de ravitaillement sur des sites plus proches de la zone opérationnelle, c'est à dire chez des voisins sunnites de l'Iran, ou en Irak sur une base américaine. On mesure les conséquences probables dans le monde musulman d'une telle initiative des uns ou des autres pour un résultat pratique des plus hasardeux. De surcroît, à chaque fois que la rumeur d'un raid israélien s'amplifie, Téhéran ne manque pas de rappeler par Hizballah interposé le souvenir de la douloureuse affaire Ron Arad (pilote israélien porté disparu en mission au Liban le 16/11/86, tombé vivant aux mains de mouvements chiïtes locaux, dont on ne sait aujourd'hui s'il est mort ou vivant et qui fait l'objet d'incessantes tractations entre Israël, l'Iran, la Syrie et le Hizballah) qui empoisonne la vie politique israélienne depuis 20 ans et dont la réédition serait sans doute inévitable en cas de raid massif sur l'Iran.

Englués dans le borbier irakien, les Américains ne peuvent guère envisager un second engagement militaire terrestre qui serait certainement récusé par le Congrès, à coup sûr par l'opinion publique et, en tout état de cause, beaucoup plus difficile et sanglant que l'expédition irakienne. Une attaque aéronavale appuyée par des missiles de croisière est envisageable, mais avec des résultats pratiques sans doute peu significatifs à long terme. Le programme iranien pourrait être retardé mais certainement pas arrêté par ce moyen. Reste

bien sûr l'hypothèse récurrente dans les milieux « durs » de Washington depuis 2003 de l'utilisation de « mini-nukes » (bombes nucléaires miniaturisées incluses dans une tête de missile à fort pouvoir de pénétration) capables de produire des destructions irréversibles même sur des installations profondément enterrées. Même si ce type d'arme est en définitive assez peu supérieur à des bombes conventionnelles de très forte puissance, il s'agirait là d'une transgression du « tabou » nucléaire présidant aux relations internationales depuis 1945 qui ouvrirait la porte à une redéfinition dramatique des rapports entre les États-Unis et le reste du monde, y compris l'Europe et les alliés atlantiques.

Même si le monde musulman sunnite a peu de sympathie pour l'Iran, une telle rupture historique ne manquerait pas d'être ressentie comme une agression inique et inqualifiable contre une terre d'Islam, justifiant en retour toutes les formes de violence, en particulier la violence terroriste contre l'Amérique et ses soutiens occidentaux, notamment Israël. Téhéran ne manquerait évidemment pas d'amplifier le mouvement avec l'habileté, l'expérience et la détermination qu'on lui connaît dans ce genre d'exercice. Et, comme l'ont laissé entendre à demi-mot des responsables militaires iraniens auprès de diplomates occidentaux à l'automne 2006, Téhéran « malgré toute son influence au Liban, n'aurait sans doute pas les moyens de s'opposer à la légitime indignation du Hizballah et à des attentats du type Drakkar ou QG des Marines contre les contingents internationaux postés dans le sud du pays ». À bon entendeur...

Au demeurant, l'affrontement de l'été 2006 entre le Hizballah et Israël, dont le timing a sans doute été minutieusement calculé avec Téhéran, a clairement démontré que, dans ce genre de confrontation, il n'existe pas de demi-victoire, de succès partiel ou d'objectif limité. Il n'y a pas de moyen terme entre une victoire totale et une défaite honteuse. Une offensive qui ne viserait qu'à détruire le potentiel nucléaire iranien sans éradiquer définitivement le régime en place, même si elle atteint ses objectifs – possibilité qui reste à prouver –, ne pourrait s'analyser qu'en une défaite de l'Occident et une victoire du régime islamique qui aurait survécu au feu nucléaire et qui s'en trouverait légitimé pour les générations à venir tant dans ses frontières que dans tout le Tiers Monde.

Enfin, les dirigeants iraniens savent depuis longtemps que les contre coups d'une situation tendue ou d'un conflit ouvert dans la région du Golfe sur les marchés des hydrocarbures sont infiniment plus nuisibles aux Occidentaux qu'aux pays producteurs de la région. Une hausse brutale du coût des produits pétroliers, même si elle doit être limitée dans le temps, sur un marché déjà soumis à de fortes tensions, serait désastreuse pour les économies développées et insupportable pour les pays émergents. À l'inverse, elle augmenterait sensiblement la rente des pays producteurs dont l'Iran fait partie et qui – nantis déjà d'un confortable « matelas » consécutif à la hausse des cours depuis plus d'un an – peuvent supporter sans dommage notable quelques semaines de réduction de production.

Sauf pour l'Occident à courir tous ces risques cumulés, sans d'ailleurs aucune garantie de succès, l'Iran aura la bombe. Dès le printemps 2000, Ephraïm Halévy, alors Directeur du Mossad, estimait, selon les informations recueillies par son service, que l'Iran parviendrait à la capacité nucléaire militaire en 2010. Cette évaluation lucide paraît rejoindre la réalité. Bien que proche de la droite la plus dure, il n'envisageait cependant pas qu'Israël dût s'y opposer directement ou indirectement par la force. Estimant « qu'il n'avait pas le pouvoir d'empêcher l'eau de couler », son problème semblait être de trouver les moyens de reculer au maximum les échéances afin d'explorer les voies d'un accord, même tacite et informulé, de coexistence avec l'Iran face à l'océan sunnite dans lequel ces deux pays baignent et qui constitue pour chacun d'eux le premier des dangers.

Le problème est donc de savoir si l'Occident saura faire entrer ce nouvel État du « club nucléaire » dans un système de sécurité collective prenant cette nouvelle donnée en compte ou si l'on continuera de part et d'autre à se couvrir d'anathèmes. À ce jeu des menaces et des injures croisées, l'Occident est à coup sûr perdant. Ou bien les menaces de sanctions et d'intervention ne sont pas suivies d'effet et elles renforcent le régime iranien dans son prestige et sa détermination face à ce qu'il persiste à considérer comme un « tigre de papier ». Ou elles le seront et elles renforceront la cohésion nationale autour d'un régime pour l'heure beaucoup moins populaire qu'il le prétend ou qu'il croit l'être.

Pour qui connaît l'Iran, la porte de la négociation n'est cependant pas fermée. Si elle l'était, le président iranien ne se livrerait pas chaque semaine à des exercices oratoires médiatisés et provocateurs qui sont, en fait, autant d'appels au dialogue, et qui sont d'autant plus agressifs que leur auteur se sait en fait vulnérable sur le plan intérieur et contrôle mal ses arrières. Tout comme le terrorisme du Hizballah, tout comme les otages français au Liban dans les années 80, tout comme les marins britanniques récemment interceptés dans le Shatt el-Arab (delta marécageux du Tigre et de l'Euphrate à l'extrême sud de l'Irak, limitrophe de l'Iran et du Koweït) puis médiatiquement relâchés, le nucléaire est un tapis de plus dans le Bazar de Téhéran. Il a un coût, il a un prix, il est « négociable ». Encore faut-il trouver combien et comment. Et, dans la tradition mercantile des souks, ce n'est évidemment pas le vendeur qui se liera les mains en dévoilant le montant de ses prétentions.

Les grands indicateurs économiques et sociaux de l'Iran paraissent assez défavorables à moyen et long terme. Pour autant, Téhéran n'est pas pour l'instant économiquement aux abois et ne se contentera pas, comme le Roi Ubu nord coréen, d'une aumône pour reformater son programme nucléaire. La première exigence de l'Iran est d'être rassuré face à ce qu'il considère comme un complot entre l'Occident et le monde sunnite pour l'encercler et lui nuire. Ce n'est certainement pas par l'accumulation de manifestes belliqueux et de pressions plus ou moins maladroites qu'on y parviendra. Il serait sans doute avisé de changer de ton et de méthode si l'on n'est pas fermement décidé à aller jusqu'au bout dans la destruction radicale non seulement du potentiel nucléaire mais aussi du régime politique de ce pays, et *a fortiori* si l'on n'est pas prêt ou pas en mesure d'assumer ensuite toutes les conséquences de ce nouveau « trou noir » qui accomplirait une désastreuse jonction entre un Afghanistan anarchique et un Irak ravagé.